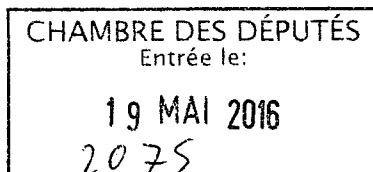




Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg



Luxembourg, le 19 mai 2016

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ainsi qu'à Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement.

A partir de la rentrée 2016 en France, les ouvrages scolaires appliqueront la nouvelle orthographe censée être en vigueur depuis 1990 sur recommandation de l'Académie française. Ce sont les éditeurs des manuels qui ont décidé d'adopter ces changements orthographiques. Leurs nouveaux ouvrages d'orthographe et de grammaire distribués à la rentrée prochaine porteront un macaron « nouvelle orthographe ».

La nouvelle orthographe est recommandée, mais l'ancienne reste admise. Dans la pratique, pendant une durée de transition indéterminée, la « nouvelle » orthographe et « l'ancienne » orthographe sont toutes deux admises.

Les ouvrages de référence tels que les dictionnaires et les grammaires seront mis à jour de façon progressive.

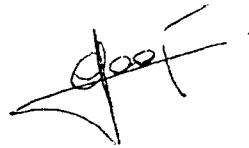
L'Académie française a approuvé à l'unanimité les propositions de simplification. Dans la 9^{ème} édition de son *Dictionnaire*, en cours de rédaction, elle mentionne systématiquement les nouvelles formes, en leur donnant souvent préférence. Parmi d'autres organismes, le Conseil supérieur de la langue française (France), le Conseil supérieur de la Communauté française de Belgique, celui du Québec et le Conseil international de la langue française y sont aussi favorables.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

1. La nouvelle orthographe est-elle, ou sera-t-elle enseignée dans les écoles luxembourgeoises ? Le cas échéant, les manuels scolaires seront-ils révisés dans ce sens ?
2. Des formations à la nouvelle orthographe sont-elles prévues pour les enseignants, et notamment les enseignants de français ?
3. Les administrations publiques devront-elles également adopter la nouvelle orthographe ?
4. Qu'en est-il plus spécifiquement des textes législatifs et réglementaires ? Le Service central de législation dispose-t-il d'une ligne de conduite, voire d'une règle contraignante en la matière ?

5. Quelles sont les règles qui s'appliquent actuellement resp. qui s'appliqueront à l'avenir dans le cadre de l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique ? L'Institut national d'administration publique dispose-t-il d'une norme contraignante, sinon d'une ligne de conduite en la matière ?

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Claude Haagen', with a stylized flourish at the end.

Claude Haagen
Député



Luxembourg, le 22 juin 2016

Affaires générales

Monsieur le Président de la Chambre des
Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Réponse commune du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et du Ministre aux Relations avec le Parlement à la question parlementaire N° 2075 du Député Claude Haagen

La question de l'honorable Député porte sur la décision des éditeurs français de manuels scolaires d'appliquer les recommandations sur l'orthographe française favorablement accueillies par l'Académie française il y a 25 années et publiées dans les documents administratifs du Journal officiel du 6 décembre 1990 par le Conseil supérieur de la langue française. A ce moment, les autorités compétentes belges et québécoises ont rejoint l'avis de l'Académie française.

De prime abord, il faut saluer tout effort de rendre l'orthographe du français plus cohérente et plus facile à appliquer. Cependant, on ne peut guère parler de réforme de l'orthographe comme ces recommandations ne concernent que la graphie d'un nombre extrêmement restreint de mots (le trait d'union, le pluriel des mots composés, l'accent circonflexe, les anomalies orthographiques, les mots empruntés ou encore les séries désaccordées). La situation n'est donc pas comparable à l'introduction de la nouvelle orthographe allemande. Le contexte est également différent, comme lesdites recommandations n'ont pas connu de suites pendant un quart de siècle.

Ad 1+2)

Pour ce qui est du contexte scolaire, force est de constater que nos écoles n'utilisent pas exclusivement des publications d'éditeurs français, mais également des manuels édités en Suisse, en Belgique ou au Luxembourg. De plus, à ce stade, pour les ouvrages littéraires, l'ancienne orthographe reste appliquée. Afin de répondre à ces démarches différentes, un groupe de travail ad hoc a été constitué. Le groupe comprend des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des représentants des différentes commissions nationales des programmes de l'enseignement du français ainsi que des collaborateurs du Service de Coordination de la recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Le groupe de travail a souligné la nécessité d'introduire la nouvelle orthographe de façon progressive et de manière naturelle. Les experts rejoignent la recommandation suivante du Ministère français de l'Éducation nationale: « En aucun cas, ni dans l'enseignement ni dans

la correction comme ailleurs, aucune des deux graphies – ni l'ancienne, ni la nouvelle – ne peut être tenue pour fautive ».

Les cinq manuels de français de l'enseignement fondamental ont été remis à des correcteurs seulement pour que les experts aient une vue d'ensemble de la situation en disposant du corpus des mots et des règles à corriger. Les experts seront alors en mesure de préciser leur position. Entre-temps, l'enseignement du français au Luxembourg ne sera guère concerné par lesdites recommandations. Une instruction ministérielle y relative sera transmise aux enseignants concernés lors de la rentrée à venir. Les manuels scolaires de l'enseignement fondamental restent inchangés.

Ad 4)

Le Service central de législation n'émet pas de lignes de conduite, respectivement de règles contraignantes, ayant trait à l'emploi de l'orthographe, et n'intervient pas au moment de la rédaction-même des textes normatifs. Il appartient exclusivement à l'auteur d'un projet législatif ou réglementaire de veiller à l'emploi correct de l'orthographe française.

Le Conseil d'État veille, dans ses avis, à l'amélioration formelle des différents instruments normatifs lui soumis en proposant des redressements textuels du point de vue de la légistique formelle.

Le Service central de législation veille au respect rigoureux par les Ministères des règles procédurales de l'ordonnancement légal et réglementaire. Dans ce contexte, des lignes de conduite concernant le contenu du dossier législatif et réglementaire, respectivement l'acheminement correct de la procédure législative et réglementaire, sont périodiquement émises aux Ministères. Par ailleurs, un outil de génération de documents « LegiCompil » est mis à disposition par le SCL, à tous les agents de l'État intervenant dans la procédure législative et réglementaire. Cet outil permet de générer des lettres prêtes à être signées avec une liste des annexes à joindre, et ceci à la suite d'une série de questions posées à l'utilisateur en fonction de la démarche qu'il souhaite réaliser (p.ex. saisine du Conseil d'Etat, demande d'approbation d'un avant-projet de loi par le Conseil de Gouvernement, demande d'avis d'une chambre professionnelle sur un projet de RGD, respectivement des formulaires « Nous Henri » etc.).

Ad 3+5)

Au vu de ce qui précède et concernant les règles d'orthographe applicables aux administrations publiques, respectivement aux candidats des examens-concours pour l'accès à la Fonction publique, le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative se ralliera, le moment venu, aux conclusions du groupe de travail susmentionné.



Claude Meisch
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse